

**Arrêté DIDD – 2022 – n°249  
de mise en demeure et de prescriptions de mesures immédiates à titre conservatoire suite aux  
incendies survenus les 23 juillet, 11 août et 18 août 2022, à la société PREMIER TECH  
HORTICULTURE dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Ciron » à Vivy (49680)**

Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-20, R.512-9, R.512-69 et R.512-70 ;

Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020, portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 février 2019, portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, imposant la remise d'une étude de dangers aux établissements existants nouvellement soumis à cet arrêté ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/04/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/10/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2004-n°708 du 16/09/2004 autorisant la société Falienor, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Ciron » à Vivy, à exploiter des installations de fabrication de supports de culture et de compostage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire D3-2007 n°573 du 02/10/2007, relatif à la suppression d'une plateforme créée avec notamment des mâchefers d'incinération de résidus urbains et à l'extension de l'emprise de l'installation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire D3-2008 n°107 du 08/04/2008 concernant la mise à jour du tableau de classement des rubriques de la nomenclature ;

Vu la prise en compte de l'antériorité au titre de la rubrique 2780-1 en date du 28/03/2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2012 n°345 du 07/11/2012 actant de la régularisation

de la situation administrative des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MPCC n°2021-059 du 07/09/2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la préfecture ;

Vu le récépissé de transfert d'exploitation du 17/11/2016 au bénéfice de la société PREMIER TECH HORTICULTURE ;

Vu le rapport et les propositions en date du 19/08/2022 de l'inspection des installations classées établi suite à l'incendie survenu le jeudi 11 août 2022 sur le site de Vivy ;

Vu le projet d'arrêté porté le 23/08/2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations formulées par la société PREMIER TECH HORTICULTURE le 26/08/2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 16/08/2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- impossibilité du SDIS de prélever l'eau du bassin de rétention d'une capacité de 2 000 m<sup>3</sup> compte tenu de sa qualité ;
- impossibilité d'utiliser le poteau incendie n°11745 d'un débit de 34 m<sup>3</sup>/h.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 ;

CONSIDÉRANT que les origines des incendies survenus sur le site de la société PREMIER TECH HORTICULTURE les 23 juillet, 11 août et 18 août 2022 ne sont pas identifiés à ce stade ;

CONSIDÉRANT que suite à plusieurs incendies, il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser le site ;

CONSIDÉRANT que PREMIER TECH HORTICULTURE n'a pas informé l'administration des incendies survenus sur le site de Vivy ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, par l'absence de capacité d'eau immédiatement disponible pour lutter contre les incendies au niveau de la plateforme de matières premières située sur les parcelles n°27 et 117 ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Respect des prescriptions**

La société PREMIER TECH HORTICULTURE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Ciron » à Vivy est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté. Ces dispositions sont prises sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

### **Article 2 – Mesures réactives**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 en disposant soit d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), soit d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 – Suspension des entrées de matières premières**

L'entrée de matières premières sur la plateforme positionnée sur les parcelles n°27 et 117 est suspendue dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article L.171-8 tant que les dispositions de l'article 2 ne sont pas respectées.

Toute reprise d'activité est soumise à accord préalable du préfet sur la base d'un dossier technique remis au préalable par l'industriel détaillant les moyens de lutte contre les incendies mis en place afin de répondre aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004.

La reprise d'activité pourra faire l'objet des modalités prévues par l'article R.512-70 du code de l'environnement.

### **Article 4 – Évacuation des matières**

L'exploitant fait évacuer sous 2 semaines la matière ayant subi les incendies vers une filière de traitement agréée, et transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées dès réception. Le reste des matières premières de la plateforme (parcelles n°27 et 117) est évacué tant que les moyens de lutte contre les incendies appropriés ne sont pas disponibles.

### **Article 5 – Fourniture d'un rapport d'accident (R.512-69)**

L'exploitant transmet sous 15 jours à l'inspection des installations classées un rapport d'accident pour chaque incendie survenu en 2022 qui précise les circonstances et la chronologie des événements, les causes et les conséquences des incendies, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour en palier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyens et long terme.

### **Article 6 – Publicité**

Le présent arrêté est notifié, par lettre recommandée avec accusé réception, à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition. Cet arrêté sera affiché de façon visible sur le site.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire et une copie est déposée à la mairie de Vivy et pourra y être consultée.

### **Article 7 - Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.514-1 et suivants du Code de l'Environnement.

### **Article 8 – Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 9 – Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-préfète de l'arrondissement de Saumur, le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Vivy et à la société PREMIER TECH HORTICULTURE.

Fait à ANGERS, le 26 août 2022

Le Préfet

Pierre ORY

